

Des exigences à entendre

S'appuyant sur des mécontentements très fortement présents sur le terrain et sur nombre d'actions se développant un peu partout, la journée du 8 février a permis la convergence de nombreux agents de la fonction publique dans l'action.

Ce jour là, environ 30 % des personnels des 3 versants de la fonction publique ont cessé le travail et près de 250.000 ont manifesté dans toute la France. C'est dire que l'appel très largement unitaire a connu un vif succès.

En même temps, ce fut l'occasion de rejoindre les cheminots pour, sur Paris, manifester ensemble un bout de chemin pour la défense du service public.

Mais, que ce soit sur cette revendication, ou sur celles concernant le pouvoir d'achat, l'emploi public et les conditions de travail, le Ministre, Christian JACOB, a choisi de faire le sourd.

Pas de trêve

Pour la CGT, l'heure n'est pas au renoncement. Les échéances électorales ne constituent pas un sésame pour la satisfaction des revendications et elles ne sauraient correspondre le moins du monde à une quelconque atonie du mouvement social.

Nos exigences sont légitimes, socialement et économiquement. Elles doivent être entendues.

C'est pourquoi, nous avons été à l'initiative, dès le 16 février, d'une nouvelle démarche unitaire auprès du Premier Ministre sous forme de lettre ouverte. La réponse de ce dernier, le 1^{er} mars, n'apporte aucune avancée concrète. C'est également pourquoi, nous militons activement pour la concrétisation de suites, du plus haut niveau possible, à la mobilisation du 8 février.

C'est tout le sens de notre appel, en sus de la démarche unitaire, à construire un nouveau temps fort convergent de lutte, de grève et de manifestations pour la fin mars.

Qu'on ne compte pas sur la CGT pour décréter une pause sociale dans les jours et les semaines qui viennent.

cOup dE GueUle !!!

Le 8 mars est passé. Passés aussi les grands discours, la main sur le cœur,...et maintenant rendez vous aux 8 mars 2008, 2009, 2010 et suivants ? ... pour entendre les mêmes discours convenus sur un fond qui ne change guère ? Oui, mille fois oui à un 8 mars temps fort des luttes pour l'égalité, pas pour des commémorations utilisées aux fins de récupération.

Car c'est de l'engagement concret qu'il faut lorsqu'on impose encore aux femmes, en ce 21^{ème} siècle, de l'excision à la burka en passant par la lapidation, les pratiques les plus ignobles, qu'on leur conteste le droit de disposer librement de leur corps, de choisir leur maternité... Et ce n'est pas parce que la France a fini par accorder aux femmes –et il n'y a quand même que 60 ans -le droit de vote, que le droit du choix à la maternité y a été conquis de haut lutte (dans les textes tout en demeurant contesté dans les faits), qu'il faut considérer que les choses sont réglées chez nous et regarder du haut de notre « développement » le reste de la planète.

C'est quand même bien aussi, ici, en France, que les femmes ont un salaire inférieur de 20% à celui des hommes à emploi égal, les retraites les plus faibles, connaissent en plus grand nombre la précarité, le chômage, le temps partiel imposé, sont écartées des postes de direction (12% de femmes dans l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'Etat alors qu'elles représentent 56% des personnels), sont confrontées aux violences physiques....

Aragon avait bien raison de dire que « la femme est l'avenir de l'homme »... car c'est bien à l'avenir de la femme qu'on pourra aussi mesurer les progrès de l'humanité toute entière. Ce qui, bien au-delà des discours, passe par des luttes, partout, solidaires, déterminées, et au quotidien.

Le trait de l'actu.

